

Botswana

Performances macroéconomiques

La croissance du PIB réel atteint 4,2 % en 2018 contre 2,4 % en 2017, principalement grâce à la reprise de l'exploitation minière et de l'expansion à grande échelle des activités non minières. La croissance de la production de minéraux est principalement due à la conjoncture mondiale favorable et à la mise en service de la mine de Damtshaa en janvier 2018. L'expansion non minière a été largement tirée par la poursuite de politiques budgétaires et monétaires favorables, ainsi que par la reprise des industries du diamant en aval. Bien que modérée, la croissance agricole est soutenue en 2018 grâce aux conditions météorologiques propices. La fabrication a également légèrement repris bénéficiant de la stabilité de la fourniture en eau et en électricité.

Le déficit budgétaire en 2018, qui constitue 1,0 % du PIB, est dû à la hausse des dépenses et à l'instabilité de l'Union douanière de l'Afrique australe qui provoque une baisse des recettes. Le gouvernement finance le déficit en émettant des titres supplémentaires dans le cadre du programme de billets existant du gouvernement. La dette publique est tombée à 20,4 % du PIB (12,7 % extérieure et 7,7 % intérieure) en 2018 contre 21,1 % en 2017. La dette globale reste soutenable et bien en dessous du plafond statutaire du pays fixé à 40 % du PIB.

La politique monétaire vise principalement la stabilité des prix et reste favorable grâce à la faible inflation, estimée à 3,4 % en 2018, en légère hausse par rapport à 2017 (3,3 %), mais dans les limites de l'objectif à moyen terme de 3 % à 6 % fixé par la Banque du Botswana. Grâce au régime de change en vigueur, le taux de change effectif réel est resté stable et compétitif. En septembre 2018, les réserves brutes s'élevaient à environ 7,1 milliards de dollars, soit 17 mois d'importations.

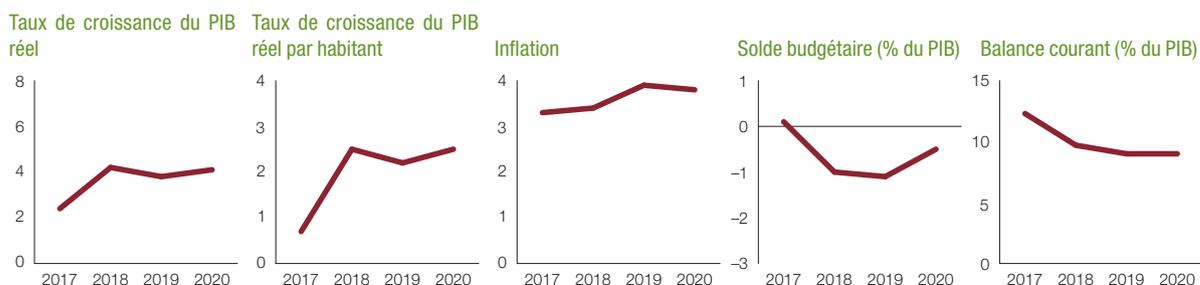
Perspectives : facteurs positifs et négatifs

Les perspectives de croissance à moyen terme sont favorables, avec une croissance du PIB réel projetée à

3,8 % en 2019 et à 4,1 % en 2020. Les perspectives pour le secteur minier sont positives du fait de l'augmentation prévue de la demande de diamants bruts du Botswana, ce secteur représentant plus des trois quarts des exportations totales du pays. Les secteurs non miniers devraient encore progresser grâce à des réformes structurelles, notamment une modification de la loi sur l'immigration pour garantir un traitement rapide des permis de travail et de résidence, et une mesure pour la fourniture des services publics à des prix raisonnables afin d'encourager les fabricants nationaux. La construction devrait continuer de bénéficier des mesures de relance budgétaire en cours.

Cependant, les perspectives de croissance sont assombries par le taux de chômage relativement élevé (en particulier le chômage des jeunes) et l'inégalité des revenus. Les risques liés à la faiblesse de la demande mondiale pour les exportations de diamants restent élevés, compte tenu de l'augmentation des tensions commerciales qui menacent la croissance mondiale. Parmi les autres risques notables figurent la sécheresse persistante affectant les productions animales et agricoles et la baisse des recettes de l'Union douanière d'Afrique australe, si les conditions économiques de l'Afrique du Sud restent défavorables.

L'ensemble de ces risques souligne la nécessité d'accélérer les réformes structurelles afin de promouvoir la diversification économique et une productivité accrue et réduire ainsi la vulnérabilité aux chocs externes. Avec des perspectives de croissance prometteuses à moyen terme et un large espace budgétaire, les politiques pourraient donner la priorité à la transformation économique nécessaire pour générer une croissance plus inclusive, résiliente et créatrice d'emplois. Remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, aux goulets d'étranglement des infrastructures et aux coûts élevés des transactions commerciales pourrait accélérer l'intégration aux chaînes de valeur régionales et mondiales et partant, la diversification économique.



Remarque : Les données concernent les exercices fiscaux, par conséquent 2017 correspond à l'exercice fiscal de 2016/17. Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.